Lucarnes

François Valette

Lucarnes

Recueil de petits textes

LES ÉDITIONS DU NET
126, rue du Landy 93400 St Ouen

© Les Éditions du Net, 2021
ISBN : 978-2-312-08627-9

Avant-propos

Les lucarnes sont, comme chacun sait, de petites fenêtres généralement installées sous les toits des maisons, donc tournées vers le ciel, pour apporter un peu de lumière dans les pièces où elles se trouvent. Ces pièces sont le plus souvent des greniers, mais dans certaines demeures où vivent de grandes familles, et où l'espace est donc compté, elles peuvent devenir des chambres.

C'est ainsi qu'une pièce du vaste grenier du collège dont ma mère était directrice est devenue, dans les années 60, la chambre dont je rêvais depuis des années, ma chambre à moi tout seul, mal éclairée, parfois fort mal chauffée en hiver et souvent étouffante en été, un peu difficile d'accès mais magnifiquement aménagée puis décorée par mes soins. Une chambre idéale, en vérité, pour jouer, travailler, bien dormir et rêver… Idéale aussi pour regarder, à travers ma lucarne presque toujours ouverte, ce qui se passait dans la cour du collège tout comme dans les rues et jardins alentour.

C'est là je crois que j'ai écrit en cachette mes premiers mots tendres à de petites amies, mes premières poésies, puis plus tard mes premières dissertations et mes premiers « essais » de réflexion personnelle sur que je trouvais beau et intéressant dans le monde sans oser montrer ma prose à quiconque, de peur qu'elle fût jugée ridicule en regard de ce que je lisais par ailleurs.

Alors oui, les lucarnes sont de petites fenêtres tournées vers le ciel en même temps qu'ouvertes sur le monde, et leur nom maintenant me plaît bien pour introduire ici les petits textes que je vais présenter plus loin, qui n'ont en commun – au-delà du fait d'être courts – que de proposer de l'univers où je vis depuis 70 ans diverses visions aussi furtives que sans prétentions.

Détournement

UNE IDÉE TOUT À FAIT CHOQUANTE…

Le CME[1] poussa, peu sûr de lui, l'épaisse porte toute ornée de cuirs qui allait lui donner accès au bureau du Préfet.

– Entrez !, ordonna avec force une voix rocailleuse.

– Monsieur le Préfet, vous m'aviez demandé de réfléchir à ce problème d'emploi…

Francis Bouleau était un immense et beau gaillard brun, frisé, à l'allure sportive. Mais sa voix trop haut perchée était à coup sûr celle d'un timide, et sa façon d'être en général ne collait guère avec son avantageuse apparence : il se tenait voûté, sans doute complexé par sa taille, et son pas semblait toujours hésitant.

Il s'avança vers le large bureau de haute époque d'où le Préfet l'observait en se frottant le menton, l'air à la fois curieux et énervé.

– Ah oui, Francis. Je vous attendais. Asseyez-vous. J'espère que vous venez avec des idées. J'ai vu vos collègues ce matin, je leur avais demandé la même chose qu'à vous, mais c'est vraiment catastrophique. La bredouille complète. Ils ne m'ont sorti que du déjà vu, des trucs dont on sait bien qu'ils n'ont jamais marché, ou alors des conneries qui nous coûteraient à coup sûr la peau du cul, sans garantie de résultat !… Je vous écoute !

– Eh bien, à vrai dire, Monsieur, je n'ai rien de bien précis…

---

1. Chargé de Mission à l'Emploi

– Aie, ça commence mal. Ça veut dire quoi, au juste, « rien de bien précis » ?

– Une piste, plutôt qu'une idée… Je n'ai guère eu le temps d'approfondir. Voilà : j'ai regardé ce qui s'était avéré le plus efficace dans ce domaine au cours de ces dernières années, à tous les niveaux : État, régions, départements, villes… J'ai passé en revue toutes les actions déjà menées, et en prenant comme critère de comparaison le rapport entre les investissements collectifs et le nombre d'emplois créés…

– Tiens donc ! Vous, au moins, vous avez travaillé. C'est comme ça qu'on avance. Alors laissez-moi deviner ce qui marche le mieux… Les CES[1] ? Les technopoles ?…

– Non, non. J'hésite à vous dire… Je crains que le résultat ne vous fasse bondir.

– Allez, dites-moi.

– C'est… les attentats !

– Quoi ?

– Oui, c'est ça, c'est le terrorisme… Investissement collectif : zéro. Sauf une vingtaine de morts, de 1986 à la guerre du Golfe. En prenant comme référence les dernières évaluations publiées par la Commission Européenne sur le coût de la vie, c'est-à-dire à peu près un million et demi de Francs pour une vie, ça va pas chercher bien loin. Et résultat : trois cent mille emplois créés dans la sécurité, dans le même temps. Des gardiens, des vigiles, bien sûr, mais aussi des informaticiens, des platurgistes, des électroniciens, des mécanos, pour fabriquer des systèmes de surveillance, des lecteurs de badges, des loges et des barrières de toutes sortes… Je vous passe le détail. Des services et de l'industrie, quoi. Et je n'ai pas compté les effets induits. Faites le calcul : 30 millions, le coût des 20 morts, pour créer 300 000 emplois. Cent francs par emploi créé. C'est imbattable !

1. Contrats Emploi-Solidarité

– Mais vous êtes fou ! C'est un calcul odieux ! Et ce ne sont pas les pouvoirs publics qui décident des attentats. Vous ne songez tout de même pas à exploiter ça ?

– Non, bien sûr… Je pense comme tout le monde que le terrorisme est une infamie. Mais ça n'a rien à voir. Je crois qu'il ne faut pas s'arrêter là, si on parle d'économie. Ce qu'il y a d'incroyable dans le terrorisme sur ce plan, et en particulier par rapport à la question que vous m'avez posée, c'est son efficacité en termes de mobilisation de moyens par les particuliers, les entreprises et les collectivités, pour la sécurité… Ça dépasse l'entendement.

– Je ne vois toujours pas où vous voulez en venir…

– Eh bien, hélas, c'est reparti. Ces derniers temps, c'est même de la folie. La moindre alerte, le moindre pétard plus ou moins mouillé, et les médias nous en collent des tonnes. Des journaux entiers, à croire qu'il ne se passe que ça. Et on en redemande… En tout cas, tout se passe comme si le public en demandait toujours plus sur ce thème…

– Soit. Les médias en font peut-être trop… Et alors ?

– Pour moi, il est clair qu'il va y avoir bientôt dans le pays des réactions économiques du même ordre que dans la période que j'évoquais tout à l'heure.

– Et que proposez-vous, concrètement ?

– On pourrait faire quelque chose, pour inciter les entreprises concernées à s'installer chez nous plutôt qu'ailleurs… Surtout des industries !… C'est ce qui nous manque le plus, et c'est aussi ce qui crée le plus d'emplois induits, au-delà des emplois directs. On a les bases qu'il faut pour les accueillir, et pour les aider à se développer : des laboratoires et des bureaux d'études *high-tech*, de la main d'œuvre qualifiée… Tout ce qui va avec nos grandes écoles, nos IUT et nos universités, quoi. Et de la place, sur les parcs d'activité. Simplement, il faut faire vite. Il faudrait convaincre le Maire de se bouger là-dessus, pour faire venir les meilleurs. Il est le mieux placé, ici, pour agir dans ce domaine. Et les perspectives de taxe professionnelle que ça implique à terme devraient lui parler…

– Mmmm… Je commence à voir. C'est délicat, mais pas idiot, après tout. Je rencontre le Maire demain, je vais lui en toucher deux mots, histoire de voir comment il réagit. J'ai l'impression qu'il s'intéresse à l'emploi au moins autant que nous, ces derniers temps. Ça pourrait le brancher. Je vous tiendrai au courant. En tout cas, bravo, c'est une approche originale. Je suppose que vous n'aviez rien d'autre à me proposer ?

Francis Bouleau hésita avant de reprendre la parole, mais le Préfet ne se risqua pas à rompre son silence, comprenant qu'il cherchait ses mots. Après tout, il ne lui avait pas trop fait perdre de temps jusque-là.

– Vous allez me trouver cinglé…

– Allons, ne faites pas la coquette. Accouchez, on est là pour réfléchir !

– Bon, voilà : en allant plus loin, je me suis dit qu'il n'était même pas nécessaire qu'il y ait de nouveaux attentats pour qu'on assiste à ces réflexes de sécurité. Il suffit que les gens pensent que c'est possible à tout moment, et que ça peut les toucher directement, eux-mêmes ou n'importe lequel de leurs proches. Il est évident que si la ou les victimes étaient désignées à l'avance, quelles qu'elles soient, ça ne produirait pas du tout les mêmes effets…

– Sans doute. Et alors ?

– Et alors, il peut suffire de faire croire qu'on a reçu une menace, qu'une organisation terroriste nous soumet à un chantage d'un type tout à fait nouveau : par exemple, ou bien on paie une sorte de rançon, énorme, bien sûr, ou bien ils tuent ici un habitant par jour, au hasard dans la ville, jusqu'à ce qu'on paie ; et ils nous donnent trois mois pour nous retourner, pour organiser le règlement de cette rançon par les habitants, avant de mettre en route cette machine infernale. Ils sont suffisamment nombreux et bien organisés, dans la région – du moins si l'on en croit la police nationale–, pour que ce soit crédible…

– Vous aviez raison, je crois que vous êtes complètement frappé.

– Bah, ce n'est pas d'aujourd'hui, et je suis toujours en liberté ! Mais si vous voulez bien, voyez ça comme un jeu – c'est d'ailleurs

comme ça que j'ai commencé à réfléchir –, et laissez-moi aller jusqu'au bout… Supposons qu'on monte de toutes pièces un coup de ce genre. J'ai des idées sur la façon de le faire sans prendre trop de risques. Supposez, donc, que notre population, d'une façon ou d'une autre, accepte de se soumettre à ce chantage…

– A ce niveau, déjà, j'ai des doutes !

– Supposons, disais-je, reprit le CME d'un ton agacé, et avec une énergie qui surprit le Préfet, qu'elle accepte de payer ce qu'on lui demandera. J'en fais mon affaire, si vous m'en donnez les moyens. Sur le montant de la rançon, il faudra viser juste. Si on prend comme objectif la création de 15 000 emplois, donc ce qui permettrait, en gros, de réduire ici le chômage de moitié, et si on s'appuie sur des données récentes, qui situent autour de 35 000 F l'investissement nécessaire à la création d'un emploi, ça fait une facture de 525 millions, soit 1 750 F par habitant, en moyenne. Ça me paraît on ne peut plus raisonnable, et en plus…

– Je vais rentrer dans votre jeu diabolique, ça me changera les idées, interrompit le Préfet. Je veux bien m'y faire l'avocat du bon dieu. Vous n'envisagez tout de même pas de faire payer la même chose à tout le monde, même si vous pensez que toutes les vies se valent ?

– Non, bien sûr. J'ai à vous proposer une règle de répartition aussi juste que possible de cette charge entre les citoyens, qui tiendrait compte à la fois de leur impôt sur le revenu et de la taxe d'habitation qu'ils ont à payer. En gros, on ferait ainsi une synthèse de leur « richesse locale », entre ce qu'ils gagnent et ce qu'ils ont, pour que globalement « les riches » paient plus que « les pauvres ». C'est assez facile à programmer… Les plus pauvres ne paieraient presque rien, mais les plus riches ne seraient pas pour autant étranglés…

– Admettons. Et ensuite ?

– Ensuite, les difficultés deviennent d'un autre ordre : il nous restera à « blanchir » l'argent qu'on aura récolté. Il se sera, pour la population, envolé vers d'autres horizons, mais en réalité, c'est nous qui l'aurons encaissé.

– Le problème n'est pas mince, en effet. En plus, il faut pouvoir faire réapparaître cet argent là où il pourra servir à créer des emplois… Ce n'est pas vraiment notre boulot !

– Justement, ça brouillera les pistes. C'est au District que cet argent doit atterrir. C'est leur job, à eux, et ils le font bien. Mais pour ça, Monsieur le Préfet, il faudra que vous mettiez un peu d'huile dans vos relations avec le Maire. Le fait de lui suggérer la première idée que je vous ai dite pourrait aller dans ce sens… C'est au niveau de la Mairie et du District qu'on aura le plus large éventail de solutions. Par exemple, ils pourraient…

– Je vous fais confiance là-dessus. Vous aimez les acrobaties comptables et financières, mais vous savez bien que ce n'est pas ma tasse. Continuez !

– Eh bien, après, la balle passe dans le camp du Maire. C'est lui qui gère tout, avec sa technopole, sa pépinière d'entreprises, ses ateliers-relais, ses pôles et ses parcs d'activité, ses prospecteurs d'affaires de dimension internationale… Vous connaissez cette musique aussi bien que moi. C'est un peu comme les mélodies du Boléro ou de la 5ème symphonie : on a toujours le sentiment de les avoir déjà trop entendues, mais à chaque fois qu'on les entend, on constate qu'elles fonctionnent encore assez bien…

– Et nous, dans cette affaire, on récolte quoi ?… Je ne parle pas d'argent, bien sûr, mais il ne faut pas perdre de vue que le Président a l'intention de nous « noter » d'après NOS résultats en matière d'emploi, pas d'après ceux des Maires !…

– Par rapport à ça, je pense qu'il faut prendre un peu de recul. Avec une affaire comme celle-ci, vous pourriez briller dans votre métier le plus naturel. Le ministère de l'Intérieur n'est pas celui de l'Économie. En encadrant bien la gestion du chantage terroriste, vous montreriez votre capacité à garantir la sécurité des citoyens. Vous en avez les moyens. C'est ce type d'intervention que les citoyens, au fond, attendent le plus de leurs préfets et du ministère qui les commande. Avec le temps, je ne doute pas que l'État, à commencer par le Président lui-même, sache vous récompenser pour

votre action sur ce plan, au moins aussi bien que si vous aviez fait fort en matière d'emploi. Au demeurant, je ne vois pas ce que vous-même ou vos collègues vont pouvoir faire, dans ce dernier domaine.

– Ce n'est pas moi qui vais vous contredire là-dessus !

– L'erreur, c'était de nous confier une telle mission… C'était l'expression d'une vision archaïque des missions et des pouvoirs de l'État… Un avatar de plus de la culture centralisatrice que perpétue l'enseignement à l'ENA, mais qui a perdu beaucoup de sens. Ça revenait à ne pas voir que la plupart des leviers historiques du contrôle de l'Etat sur l'économie au niveau des départements, qui avaient bien fonctionné à l'époque où on les avait mis en place, ne pouvaient plus fonctionner aussi bien dans un contexte nouveau, où ils n'ont plus guère de prise parce que l'essentiel se décide ailleurs…

– Eh, oh, du calme, jeune homme !… N'abusez pas de la situation. Je n'aime guère ce genre de propos, surtout venant de gens qui sont sortis de la même école que moi, coupa le Préfet. De toute façon, on va en rester là. Je dois partir. Je tiens à ne pas arriver en retard à la réunion que vous savez, à l'Hôtel de Région. Je vais réfléchir à tout ça. Je pense que je vais donner suite à votre première idée. Mais continuez à peaufiner la seconde. N'en écrivez rien, et n'en parlez pas hors de ce bureau, naturellement. En supposant que je vous permette de la concrétiser, ce qui me paraît pour l'instant tout à fait exclu, sa réussite dépendrait beaucoup du secret qu'on saurait maintenir autour d'elle.

TROIS MOIS PLUS TARD…

Grande effervescence, dans la ville : on n'y parlait plus que de l'odieux chantage terroriste auquel étaient soumis tous les citoyens. Pour montrer qu'il ne plaisantait pas, le mystérieux « Groupe Armé de Révolte Contre l'Exclusion » – qui se présentait donc au masculin, mais que tout le monde appelait déjà « La GARCE » – avait déjà fait exploser trois bombes en des lieux hautement symboliques : le Palais des Congrès, la Salle des Rencontres de la Mairie, et le hall